

A Table !

« Des haricots de Chine, du porc des Pays-Bas, une sauce de Pologne », voilà du cassoulet en boîte, vendu en France, selon le secrétaire de la Fédération agroalimentaire CGT, dans l'Huma-Dimanche du 28 février. Les Pays-Bas ont une réputation de « laxisme » dans le milieu de la viande, nous dit-on. Ce cassoulet étiqueté pourra porter la marque FR (France) si une entreprise française a « préparé, transformé ou entreposé les denrées d'origine animale. »

Pourquoi nous cache-t-on l'origine des produits ?

Voilà bien une première exigence à faire grandir : le lieu d'origine des produits.

On sait que la Commission européenne ne veut pas, prétextant « responsabiliser les entreprises. » Quand il s'agit de faire du profit à tout prix... les mêmes technocrates décident d'autoriser de nouveau, pour les poissons, puis en 2014 les porcs et les poulets s'en gaveront, les « farines animales », mises en cause ... Leur préparation aurait changé ? Même le syndicat FNSEA toujours proche du pouvoir libéral s'émeut. Les technocrates privilégient « l'auto contrôle par les entreprises ». Logique car dans le même temps, la Régression Générale des Politiques Publiques, au nom des déficits, supprime les fonctionnaires qui contrôlaient ! **Il faut recréer ces emplois de contrôle.** André Chassaigne vient de déposer un projet de loi en ce sens.

Il nous faut gagner une autre politique agricole qui permette aux producteurs de vivre et rapproche consommateurs et producteurs. Là encore, la France pourrait donner l'exemple, et pousser en Europe. Nous sommes convaincus qu'un Président de Gauche doit avoir le courage, non seulement de demander à l'Europe un étiquetage de l'origine des produits, mais qu'il demandera au gouvernement et à l'Assemblée de décider immédiatement l'affichage obligatoire de l'origine, ici en France. Le projet est prêt, déposé par les députés communistes.

Tout cela pose d'autres questions, exemple la restauration collective, toujours plus dominée par l'industrie ? Dans les cantines scolaires, hôpitaux, entreprises... connaît-on l'origine des produits ? Ne faut-il pas l'exiger et pourquoi pas l'inscrire dans d'éventuels futurs contrats ?

CP.



Salon de l'agriculture : Comme Chirac en son temps, Hollande a posé sa main sur le cul des vaches.

La télé vient de repasser le film (humoristique mais pas seulement), de C. Zidi de 1976, « L'Aïle ou la Cuisse ». Et avez-vous vu « Soleil Vert », de 1973 de R. Fleischer ? Se situant en 2022, le film déroule une enquête qui aboutit à... la transformation des cadavres en nourriture humaine... On est bien d'accord, vous et nous voulons que cela reste du domaine des films « fantastiques. »



DECIZE

Le comité de soutien de l'hôpital présente
**le jeudi 14 mars
à 20h30 au CINEAL**

(prix : 5€80)

« BOWLING »

Un film de Marie-Castille Mention-Schaar avec Catherine Frot, Mathilde Seigner, Firmine Richard, Laurence Arné....

Ce film retrace très fidèlement la lutte des habitants de Carhaix en 2008 contre la fermeture de leur maternité. Après sept semaines de manifestations, ils ont réussi leur pari ...

**Alors pourquoi pas à Decize ?
Un débat aura lieu à l'issue de la projection.**

Rappel :

Assemblée générale de la V.F.C.E.A. vendredi 15 mars, 15 h, mairie de Luzy, ouverte à toutes les personnes intéressées par le développement du rail. (Des camarades cheminots prennent le train à Nevers, à 13 h 30, retour 17 h 35 ou 18 h 36 de Luzy). + Co-voiturage au départ de Nevers

Tracy : rencontre citoyenne 15 mars, 18 h, salle des fêtes de Boisgibault, Peut on sortir de l'austérité ? Comment faire ?

Garchizy: spectacle, 15 mars, 21 h à « l'Entre-Fêtes » Miguel et K. Lou, humour « pour s'échapper de nos réalités quotidiennes ».

Formation militante :

faire reculer l'influence de l'extrême-droite

L'extrême droite est tapie dans l'ombre. L'austérité et les difficultés de vie qu'elle engendre peuvent permettre à la démagogie du FN, à ses mensonges et à son populisme, de trouver des échos.

Comprendre les mécanismes et comment faire reculer l'influence de l'extrême droite : tel sera le thème

**d'une matinée de formation militante
de 9 h à 12 h 30, le samedi 6 avril
10 rue de la Rotonde, Nevers.**

avec Alain Hayot,

dirigeant national du PCF, auteur de
« combattre le FN et Marine Le Pen »,
aux cahiers du LEM



N'attendez pas pour vous inscrire.

**Inscription obligatoire pour une bonne organisation
03 86 93 97 97. Ouvert à tous nos amis lecteurs.**

N° 1743 du 15 mars 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

Agglo de Nevers : Lettre de Pascal Reuillard
Quelle représentation démocratique de chaque commune au Conseil Communautaire après 2014 ?
Les élus communistes à l'Agglo ouvrent le débat, alertent leurs collègues élus, et font des propositions.
Page 3

Mouvement de la Paix :
La paix demeure un des plus grands défis posés à l'humanité.
Page 4

Formation : Samedi 6 avril
faire reculer l'influence de l'extrême-droite
Page 6

Les Nouvelles de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé 13-03-2013

Nevers : intéressant débat sur l'ANI à l'invitation du Front de Gauche

Nous y reviendrons la semaine prochaine



Nouvelles coupes budgétaires pour l'Etat à hauteur de 5 milliards d'€ (donc moins d'emplois de fonctionnaires, moins de services rendus aux Français), nouvelles taxes sur le gasoil évoquées, diminution drastique des moyens aux collectivités... la cote du chef de l'Etat chute dans les enquêtes d'opinions.

La « sanction », nous disent les sondeurs, ne vient plus seulement de la droite. La confiance se dégrade dans le camp du Président, dans l'électorat de gauche, chez les électeurs socialistes.

Conscient, le Président tente d'inverser la tendance. Il a entamé un tour de France. Départ chez son ami le maire de Dijon pour un parcours très balisé où les syndicalistes et toute voix portant d'autres propositions n'ont pas pu se faire entendre, sinon celle du Medef.

M. le Président, le problème ne réside pas dans « un manque de communication » (comme l'affirmait encore récemment le député-maire de La Charité) ou dans un manque de « proximité avec les Français » : c'est votre politique d'austérité qui enfonce les Français et le pays dans les difficultés... Il faut de toute urgence changer de cap !

Les communistes, dans le Front de Gauche vont multiplier les rencontres dans les semaines à venir pour échanger et faire avancer les vraies solutions pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics... En effet, tout l'enjeu est là : remobiliser toutes celles et ceux qui, en 2012, ont voulu le changement. Sans cette mobilisation, la situation du pays ne fera que se dégrader, et le contexte politique deviendra alors très compliqué...

Mort d'Hugo Chavez : ... pourquoi tant de haine ?

Rare déferlement de haine, ces derniers jours, à l'annonce de la disparition d'Hugo Chavez. « Dictateur », « populiste », « autocrate »... Droite et MEDEF se sont proprement déchaînés. Victorin Lurel, Ministre Français qui a osé comparer Chavez à « De Gaulle + Léon Blum », en a pris pour son grade...

On comprend aisément cette « haine de classe » : la redistribution des terres aux paysans, la nationalisation des ressources pétrolières, la création d'un salaire minimum, le retour dans le giron public des ressources pétrolières, la nationalisation des banques, du ciment..., l'éradication de l'analphabétisme, la diminution de moitié de la pauvreté en 15 ans, la victoire emportée haut la main lors de 13 scrutins sur les 14 organisés sous son mandat... le tout dans un bras-de-fer permanent avec la 1^{ère} puissance mondiale qui a toujours considéré l'Amérique Latine comme son arrière-cour... et la solidarité avec ses voisins, notamment en leur fournissant de l'énergie ou en les émancipant du fardeau de leur dette, comme ce fut le cas avec l'Argentine... cela a de quoi agacer les capitalistes de tout poil, au-delà même de sa « cote de popularité » qui, à en voir l'émotion qui s'est emparée du pays, a de quoi faire pâlir n'importe quel dirigeant occidental.

Certes certaines de ses alliances, de ses soutiens en Iran ou en Libye, sous couvert « d'anti-impérialisme américain », ont constitué de graves erreurs et ont affaibli son combat, quoi qu'il en dise. Mais ne retenir que cela est faire preuve d'une rare mauvaise foi. Et force est de reconnaître qu'il aura redonné dignité, confiance et honneur aux peuples d'Amérique Latine si longtemps dominés, méprisés, humiliés.

Les communistes ont appris, dans leur Histoire, à rejeter les « modèles », et qu'il n'est « ni Dieu, ni César, ni tribun ». Ils savent en revanche choisir leurs références chez ces grands hommes qui font l'Histoire. Hugo Chavez est de ceux-là. Il nous laisse une grande leçon : le monde n'est pas figé. Des évolutions révolutionnaires, progressistes, sont possibles. Partout. En Europe aussi.

ANI : l'Union Départementale CGT écrit une lettre ouverte aux Parlementaires

L'UD CGT de la Nièvre a écrit une lettre ouverte aux députés et sénateurs socialistes nivernais concernant l'Accord National Interprofessionnel, qui doit être débattu au Parlement courant avril. En voici quelques extraits :

« Vous allez prochainement examiner un projet de loi issu de l'Accord National Interprofessionnel signé entre le Medef et certaines organisations syndicales minoritaires. Par cette lettre ouverte, les syndicats CGT du département de la Nièvre attirent votre attention sur les graves conséquences qu'aurait le vote de ce projet. Cet ANI devait répondre, selon les objectifs de la Conférence Sociale de l'été dernier, à l'urgence de la situation de chômage massif (...) **Cela aurait nécessité un accord offensif avec des droits nouveaux** qui réduisent la précarité, favorisent le travail des jeunes, rendent plus difficile les licenciements boursiers. Or cet ANI est tout le contraire. (...) Toute la philosophie du texte est culpabilisante pour les salariés. Il part du postulat que le problème serait le « coût » du travail. Jamais la cause réelle de ce problème c'est-à-dire la question du coût du capital, de la responsabilité des entrepreneurs, du monde de la finance, des actionnaires, des relations donneur d'ordre /sous traitant n'a été à l'ordre du jour. Ainsi ce texte contient un ensemble de dispositions meurtrières du point de vue de l'emploi, du droit des salariés, des procédures de licenciements

et des recours en justice. S'il devenait loi, ce serait des reculs sociaux sans précédent pour les salariés. (...) Ainsi, des accords d'entreprises pourraient priver les salariés des garanties et des protections prévues dans le code du travail, dans leur convention collective, voire dans leur contrat de travail. C'est extrêmement grave (...) Si plus de flexibilité accordée aux entreprises, plus d'austérité pour les salariés, les retraités, avaient eu un quelconque effet positif pour l'emploi, la France, l'Europe ne seraient pas dans cette situation de crise où le chômage bat des records. La Nièvre, les salariés nivernais n'auraient pas été victimes de milliers de suppressions d'emplois industriels et induits, qui se poursuit accentuant le départ des jeunes de notre département. Si vous faites de cet accord une loi, vous encouragez le MEDEF dans ses prétentions de remettre en cause tous les conquits sociaux, tout ce qui fait notre modèle social (...) **Sécuriser l'emploi demande une véritable sécurité sociale professionnelle avec des droits attachés à la personne et transférables d'une entreprise à une autre, comme nous le proposons.** Pour cela il faut avoir **le courage politique de s'attaquer au monde de la finance, au coût du capital, de rompre avec les politiques d'austérité.** En mai 2012, le peuple français et les Nivernais, dont majoritairement les salariés, en décidant de chasser Sarkozy et son équipe, en donnant une autre majorité parlementaire, ont exprimé par leur vote une volonté de changement. **Les salariés ne vous ont pas élus pour mettre en application ce que la précédente majorité n'a pas eu le temps de faire ! (...)** »

Dijon : la CGT rappelle les revendications au Président

Dans un tract distribué en Bourgogne la CGT des 4 départements informe les salariés de sa demande de rencontrer le Président de la République lors de sa venue à Dijon les 11 et 12 mars et rappelle ses revendications.

Les secrétaires des UD n'auront vu qu'un secrétaire du président peu au fait de la Bourgogne, il a écouté poliment. La visite semble s'inscrire dans une tentative de reconquête de l'opinion publique devant les sondages en baisse, résultat du mécontentement devant la politique d'austérité et ses dégâts pour les salariés et les citoyens. En effet, « *les attentes en matière de pouvoir d'achat, d'emploi, de sécurisation des parcours professionnels, de protection sociale, de retraite, de services publics... sont aussi fortes qu'à l'occasion de son élection* ». De plus le syndicat souhaitait aborder le mauvais accord ANI qui risque de transcrire dans la loi un texte patronal mettant en cause le code du travail et les conventions collectives.

« *Le contexte de crise économique et sociale exige au contraire une véritable politique sociale, plus de sécurité et de garantie dans les parcours professionnels, de nouveaux droits pour intervenir dans les choix des entreprises, orienter les richesses vers les investissements, la recherche, la formation professionnelle, l'emploi et les salaires* ».

Dans l'Humanité, Alain Renault, conseiller régional communiste (21) a exprimé lui aussi ce qu'il aurait dit au Président « *si j'avais eu l'occasion de le rencontrer* ».

Municipales : la presse locale s'interroge déjà sur les alliances électorales.

Interrogé (déjà...) sur les élections municipales par le quotidien local, qui lui demandait (tout de go) « *listes d'union avec le PS ou listes autonomes ?* », François DIOT a rappelé la démarche politique qui est celle du PCF dans le cadre du Front de Gauche : Travailler d'abord aux contenus politiques, aux propositions locales, en lien avec la population, les majorités sortantes et dans le dialogue avec les autres formations politiques à gauche... avant de décider d'une stratégie d'alliances électorales. « *Toute autre démarche que celle-ci relève d'une démarche politicienne et électoraliste. Pour notre part nous ne mettons jamais la charrue avant les bœufs* ».

Pour le PCF, les municipalités devront être de « *vrais lieux de solidarité, des remparts contre la crise et l'austérité* », « *a fortiori dans cette période de crise qui provoque des dégâts sociaux auxquels les communes sont confrontées en première ligne* ». Les Nivernais auront besoin de municipalités rassemblées autour de projets ambitieux et résolument ancrés à gauche, face aux ambitions de reconquête affichées par la droite et l'extrême-droite.

Conte à l'enfant noir par René SEGUREL

Dans sa campagne électorale, Hollande a promis de réenchanter le rêve français. Pendant quinze jours, une famille de demandeurs d'asile avec 3 enfants a couché de 22h30 à 8h du matin par terre, au Prado (foyer d'accueil pour sans-abris à Nevers) et passait ses journées dans la salle d'attente de la Gare SNCF sans repas le midi.

J'ai honte de l'inhumanité de mon pays (voir Nouvelles du 1^{er} mars). J'allais en catimini à la Gare les voir, je n'osais les aborder, mais pour le plus petit que je n'ai jamais vu sourire, dont nos regards de honte et de désespoir se sont croisés j'aimerais lui faire vivre ce conte :

« Main dans la main noire et blanche de peau, allons découvrir ma France, celle du père Hugo qui tonne contre l'injustice, celle de Ferrat bien sûr, celle de l'adolescent martyr Guy Môquet mort pour notre liberté, je te lirai le merveilleux livre "l'enfant" de Jules Vallès qui le premier dans la Commune de Paris a défendu les Droits de l'Enfant. Je te ferai connaître cet esclave noir, général d'empire, Toussaint Louverture qui a créé la première République noire des temps modernes en 1804 à St Domingue. Je te ferai connaître ma France des Droits de l'Homme, terre d'accueil que des présidents margoulins ont transformé en terre d'écueil. Alors que depuis des années on discute pour faire voter les étrangers aux municipales, le peuple parisien nommait spontanément des ministres étrangers à la tête de la Commune.

Viens, montons dans cette gabare où mon fleuve Royal la Loire est un ruisseau comparé à ton fleuve Congo, mais au fil de l'eau, je t'apprendrai à comprendre ses murmures qui parlent de ma France. Nous vivrons la même émotion en écoutant le brame du cerf un soir d'automne qu'en écoutant le cri rauque du lion sous le soleil d'Afrique.

Et dans cette France tellement diverse au milieu des landes, des grèves, des champs, des bois et des villes nous lancerons dans des cris de joie à pleines poignées les idées du programme "l'humain d'abord" qui retomberont en cascades multicolores pour tracer des chemins de fraternité, de solidarité, d'égalité..... »

"L'humain d'abord" ne maltraitera plus l'enfant noir de 6 ans qui fuit la dictature de son pays, "l'humain d'abord" réinventera le chemin des Droits de l'Enfant et des Droits de l'Homme, ce programme reconstruira les chemins de ma France. Cela vaut bien de réenchanter un rêve français décidément bien glauque.

Au Conseil Municipal de V. Vauzelles

Commune pour la Paix. Lors du Conseil, Madame Roche adjointe et Pascal Reuillard Maire, ont proposé et fait adopter le renouvellement (depuis 2007) de l'adhésion à « *L'Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix. Au service de la paix et des peuples, l'association est une émanation du réseau « Mayors of Peace » animé par les Maires d'Hiroshima et de Nagasaki, rassemblant quelques 1.200 villes à travers le monde, dont près d'une cinquantaine en France. Il s'agit pour la collectivité de poursuivre son engagement par un acte qui témoigne du profond attachement de la ville à la culture de paix et s'inscrit pleinement dans son histoire ouvrière porteuse d'idéaux et de combats pour le progrès social, la liberté et la démocratie.* »

Nouveau centre social Place Montorge. Pascal Reuillard a fait adopter le principe d'un déplacement du Centre Social. « *Actuellement implanté dans les locaux de la Mairie, il a besoin d'espaces mieux adaptés aux missions de proximité, d'écoute et d'entraide, à l'accueil des usagers mais surtout d'être identifié par les habitants. C'est pourquoi l'espace central de la place Montorge, de par sa surface, de par sa proximité avec la Mairie, sa position privilégiée au cœur de la cité, permettrait l'installation d'un tel équipement qui peut se définir comme un espace d'animation global contribuant au développement social du territoire, offrant des services utiles et plus cohérents à la population et favorisant la participation à la vie locale. Les riverains du secteur informés du projet de la collectivité, ont fait part de leur sentiment favorable à la réalisation d'un tel équipement qui valoriserait la place et serait une porte d'entrée solidaire sur la cité. La réalisation de la Maison des Vauzelliens fera d'ailleurs l'objet d'un échange, comme cela est fait à chaque étape importante de développement de la ville, avec la population.* »

L'hébergement des demandeurs d'asile en question :

La situation de la famille congolaise (dont René évoque la situation ci-contre) accueillie la nuit au PRADO et se retrouvant dans la rue le petit matin, dans le froid et la faim, avec trois enfants a trouvé une solution plus « humaine » grâce à l'intervention d'une association neversoise.

C'est cette situation particulière, et l'indignation de citoyens, d'associations et d'élus qui ont abouti à une réunion sur la situation des demandeurs d'asile dans les locaux du Prado, à l'initiative de son directeur Nicolas Brilland et sur proposition de notre camarade René Ségurel, bénévole à l'association.

Premier résultat, la famille n'est plus dans la rue mais au-delà de ce résultat c'est l'insuffisance de moyens financiers qui est évoquée par les associations présentes. Car même si des moyens sont déployés dans la Nièvre pour l'hébergement des demandeurs d'asiles, ceux-ci s'avèrent vite saturés pour plusieurs raisons :

- L'afflux de demandeurs d'asile d'autres départements Bourguignons envoyés par la Préfecture de Région qui doivent pourtant se rendre à Dijon pour effectuer les démarches, sans aucun moyen financier.
- La difficulté de sortie des ces dispositifs compte tenu de la complexité administrative des dossiers et de la hausse du temps d'instruction contribuent à surcharger les structures.

Cette saturation se reporte sur l'hébergement d'urgence « classique » qui voit affluer des demandeurs d'asile dans des structures non adaptées et destinées aux sans abris. L'explosion de la misère et de la pauvreté ne peuvent qu'accroître le problème.

A l'issue de la réunion, il a été décidé de faire parvenir un courrier au Préfet de Région lui demandant d'apporter l'aide de l'Etat pour une réponse digne à l'attente des sans abris et des demandeurs d'asile.

Ce courrier sera signé par les associations présentes qui le souhaitent, en attendant de futures actions si ce courrier restait lettre morte.

La Paix demeure l'un des plus grands défis posés à l'Humanité.

La situation au Mali, celles d'autres « points chauds » soulignent la complexité et la dangerosité de l'état du monde. Dans la multiplicité des causes menant à la guerre, certains facteurs sont toujours présents :

- mise en échec de la démocratie, régression sociale sévère, corruption, présence de richesses importantes, trafics ;
- déstabilisation des zones visées pour faciliter et légitimer la présence (notamment) des puissances européennes et des USA, sous prétexte de responsabilité de protéger...
- récupération de l'ONU pour la rendre défaillante (l'inaction internationale devient « carence » à laquelle il faut suppléer!).

Au Mali, l'intervention de l'armée française présentée comme ponctuelle, glorifiée comme « éclair », est un peu plus chaque jour accompagnée d'une volonté « de ne pas partir de manière précipitée ».

Va-t-elle aboutir à un Mali libre capable de se reconstruire ?

- Le Mali ne peut pas se faire sans les Maliens. Toute velléité de mise sous tutelle doit être bannie. Aucun groupe armé ne devra être favorisé (de l'extérieur par la France, le MNLA ?). Une élection présidentielle précipitée pourrait voir les forces islamistes arriver officiellement au pouvoir ; une vraie consultation nationale doit se développer auparavant.
- F. Hollande a dit à Bamako vouloir accompagner le Mali dans « le redressement économique, dans la renaissance des services publics pour l'éducation, la santé, la sécurité ». C'est respecter le droit international stipulant que les droits humains priment sur le remboursement des dettes et sur l'application des programmes d'austérité. C'est donc exiger des multinationales françaises, qui considèrent comme leurs les richesses naturelles de toute la région, qu'elles restituent au peuple malien ce qui lui revient (exploitation de l'or par

Bouygues, de l'uranium par Areva qui travaille avec Suez et Alstom...). Si plan de coopération il y a, les forces vives doivent être consultées et le pays rester maître chez lui.

Devant cette situation, n'est-on pas en droit de penser qu'il y a une alternative à la guerre ? Les « 99% » qui subissent la misère ou l'exploitation peuvent accéder au constat que cela résulte d'une logique de gestion économique du monde, fondée sur la sauvagerie du libéralisme, la dictature des marchés et la spéculation financière.

Il en va de l'avenir de l'Humanité : la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels élémentaires doit être respectée. Pour ce faire, le pouvoir politique des peuples doit être complété par leur pouvoir économique : il s'agit qu'ils se donnent (à l'opposé des FMI, Banque Mondiale et autres G20) des instruments de coopération permettant la mise des ressources de la planète au service exclusif de leurs besoins respectifs et communs.

De fait, dans un nouvel ordre économique international démocratique établi dans cette perspective, l'Humanité n'aurait pas lieu de recourir à la guerre.

M-H. Bourdier



Le samedi 23 mars, à partir de 15h, à l'Espace Socioculturel Grand Ouest (nouvelle salle Montôts/Grande Pâturage),

à l'occasion de son **Assemblée Générale**, le Mouvement de la Paix propose de débattre sur les questions d'actualité liées à la paix : *le Mali, la Tunisie avec la tenue du Forum Social Mondial à Tunis à la fin du mois auquel participera notre ami Taïeb, la Syrie et le Proche-Orient, la Conférence d'Oslo sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires - qui vient de se tenir sans la France !, etc ...*

Vous êtes tous cordialement invités.

DECIZE : ANVIS a des atouts, un savoir faire, Tokaï doit les mener à bien, il en a les moyens !

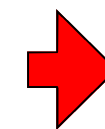
Depuis le rachat d'Anvis, en janvier, par le groupe industriel japonais Tokaï Rubber Industries (TRI), la stratégie de ce dernier reste encore floue. Le Comité d'Entreprise Extraordinaire qui s'est tenu ce lundi 11 mars n'a pas apporté plus de précisions. En fait, conformément à la loi anti-trust, la stratégie de TRI ne devrait être connue qu'en avril ou mai, date à laquelle sera finalisée la vente.

Pour le syndicat CGT du site, si le rachat par T.R.I. n'est pas « la garantie d'un avenir souriant », il n'est pas non plus totalement néfaste « étant racheté par un

groupe industriel, l'opportunité de développement est possible ». Dans un tract distribué aux salariés, le syndicat indique que « T.R.I. a les moyens de pérenniser et de développer le site et les emplois ». Contrairement à ce qui s'est passé les années précédentes sur le site de Decize, où il n'y a pas eu d'investissements ni de volonté de développement et de recherche, le syndicat précise « qu'une inflexion radicale est nécessaire pour éviter que le site s'enfonce », et se place dans une perspective d'obtenir des nouveaux dirigeants un projet industriel : « ANVIS De-

cize a des atouts, un savoir faire important et diversifié. C'est un outil industriel important dont la Nièvre a besoin (...), nous devons obtenir des investissements tant pour l'amélioration de la qualité de la production, éviter les rebuts, améliorer les conditions de travail, rénover les bâtiments, développer les productions et les embauches. ». Si tel n'était pas le cas, le syndicat met en garde : « Nous appellerons les salariés à agir si nécessaire pour le développement du site et des emplois »

Les Nouvelles de la Nièvre n° 1743 du 15 mars 2013 page 4



Quelle représentation démocratique de chaque commune au Conseil Communautaire après 2014 ?

Les élus communistes à l'Agglo ouvrent le débat, alertent leurs collègues élus, et font des propositions.

Une application arithmétique de la nouvelle loi conduirait, après les élections de 2014, à réduire considérablement la représentation des petites communes au profit de la plus importante (Nevers) au sein du Conseil d'Agglomération. Cela mettrait en danger le mode de fonctionnement actuel qui assure un consensus lors des prises de décisions, et qui donne à chaque commune, quelle que soit sa taille, une position d'être écoutée.

Pour donner force au débat engagé à ce sujet par les élus communistes, Pascal Reuillard (Maire de Varennes-Vauzelles) a adressé un courrier à Didier Boulaud (Président de l'ADN), dont il a fait copie à chacun des 12 maires de l'Agglomération :

« Le Sénat a basculé à gauche en 2011 en grande partie en raison du rejet par les élus locaux de la « réforme » voulue par M. Sarkozy, conduisant notamment à réduire considérablement le nombre des élus locaux dans les organismes de coopération intercommunale, dans les assemblées départementales et régionales, à organiser le transfert autoritaire de compétences. Certes, des adaptations ont été apportées sur différents aspects, notamment avec la suppression des conseillers territoriaux, mais la réduction de la représentation communale reste, ainsi que les regroupements forcés. Pourtant, nous avons combattu ensemble la réforme des collectivités territoriales défendue par l'ancien gouvernement. C'est pourquoi nous sommes déçus de voir se poursuivre aujourd'hui des orientations qui auraient dû changer après l'élection présidentielle.

Quelles conséquences pour notre communauté d'agglomération ?

- Au lieu d'avoir 93 délégués des 12 communes membres, nous n'en aurions plus que 53 dans le meilleur des cas, soit **une diminution de plus de 40%**.
- La représentation de toutes les communes est appelée à baisser de manière importante et **seule la Ville de Nevers verra sa représentation augmentée** de manière très sensible. Plus cet écart sera important, plus nous nous éloignerons de la démarche qui a été la nôtre lors de la création de la communauté d'agglomération, nous garantissant des accords partagés pour avancer et empêchant la prédominance d'une commune par rapport aux autres.
- Ne nous cachons pas le **risque d'un renforcement du poids des techniciens au détriment de celui des élus**. Mon propos n'est nullement de mettre en cause, mais d'évoquer un risque réel de dérive lié à la diminution du nombre important de délégués communautaires.
- **Comment accepter ainsi d'affaiblir à ce point la représentation des petites communes** alors que notre assemblée a profité de l'apport des délégués de toutes nos communes ?
- Comment les élus des plus petites communes vont-ils pouvoir participer aux réunions des commissions, au bureau, au conseil avec deux représentants, en plus de leur mandat d'élu local ?

- Il en sera de même pour les communes qui auront trois ou quatre délégués. Elles pourraient avoir des délégués non officiels, sans droit de vote dans les commissions. C'est certes mieux que rien, mais est-ce satisfaisant pour autant ? (...)

C'est pourquoi la répartition des délégués devient importante car **nous devons réfléchir ensemble comment assurer demain un fonctionnement démocratique de la communauté d'agglomération.**

Dès lors, une répartition plus équilibrée entre les communes serait pour tout le monde une garantie. C'est cette démarche qui avait prévalu lors de la création de la communauté d'agglomération.

Je souhaite que cette volonté politique ne soit pas oubliée avec une lecture restrictive de la loi. Il faut que la communauté d'agglomération reste un outil de coopération librement consentie, un outil qui soit celui des élus de toutes les communes.

Une répartition arithmétique n'est donc pas à nos yeux une démarche de réaffirmation de notre règle du consensus, de cette volonté de continuer à décider ensemble.

Si nous ne parvenons pas à un accord équilibré qui prenne bien sûr en considération le poids démographique de chaque commune, nous risquons de créer dans l'avenir des clivages. Pour les connaître au sein de nos conseils municipaux, nous savons qu'ils n'ont rien de constructif et empêchent bien souvent un débat où l'intérêt des habitants devrait rester la principale préoccupation.

Il me semble par ailleurs que si nous voulons construire avec toutes les communes, il faut mettre fin aux oppositions, sachant que les hommes changent et la coopération reste. Chercher à diminuer la représentation d'une commune parce que ses élus restent opposés à une intégration forcée n'a plus de sens (...)

Je demeure persuadé qu'autant vous-même, que le Maire de Nevers restent attachés à nos principes fondateurs qui ont fait leur preuve, et ne nourrissent pas la volonté d'imposer une représentation trop importante d'une ville par rapport aux autres »

Pascal Reuillard a ainsi déposé une proposition de répartition des délégués communautaires, par commune, pouvant faire l'objet d'un accord politique global. Dans cette proposition, qui rééquilibrerait les choses, Nevers resterait la seule commune à gagner des sièges de délégués par rapport à la situation actuelle, mais moins que prévu par une application stricte de la loi. Les autres communes (et notamment les petites), elles, en perdraient toutes par rapport à la situation actuelle... mais moins que prévu par une application stricte de cette même loi.

Cette proposition est versée au débat. Elle rassemble au-delà des seuls élus communistes ; elle doit maintenant être prise en compte si on veut que la coopération intercommunale reste démocratique, respectueuse des élus locaux et des habitants !